

BAC

N° 87-88

SNCA e.i.L. Convergence

Trimestriel

e. comme *Efficacité*

1 Euro

Avril. à Sept.. 2025

i. comme *Indépendance*

L. comme *Laïcité*

BAC N° 87-88

Bulletin des Agrégés & Certifiés

SNCA

Certifiés, Agrégés e.i.L.
Convergence

9, rue de l'ancien presbytère
45220 SAINT-FIRMIN-DES-BOIS
06 82 13 73 43

pierre.couranjou@gmail.com

Site

www.snca-nat.fr

Sommaire

Edito : la droite française
récidiviste

« *Audit* » et dette souveraine

La voie professionnelle : une voie
d'excellence au lycée

L'Ecole de la République ?

Victime ...

Ce qu'est l'Ecole de la République

L'école française d'aujourd'hui

Face à la montée de la violence

Parents et école

Récit d'un projet d'audience pour
la MLDS

Pièce jointe

Dette, investissement, recherche ...
et foutaise

Directeur de Publication

Pierre COURANJOU

N° CPPAP : 09075S 06175

N° ISBN : en instance

Conception & réalisation
au siège

9, rue de l'ancien presbytère
45220 SAINT-FIRMIN-DES-
BOIS

Editorial

Capitalismus delendus est.

La droite française récidiviste

Hitler est amené au pouvoir par la droite allemande soucieuse de conserver le pouvoir et d'éviter un gouvernement « marxiste ». La puissance de la SA*, la faiblesse de l'armée régulière, incitent la droite à faire alliance avec la NSDAP**. Von Papen est persuadé de pouvoir sans mal maîtriser ce petit caporal, d'autant que dans des *lander* le NSDAP participe déjà au gouvernement.

Nous ne sommes pas en Allemagne en 1932. Mais la stratégie de la droite française (« Mieux vaut Hitler que le Front populaire ») est la même ! La presse était dans les mains d'un magnat pro nazi qui deviendra ministre de Hitler, et les élites patrimoniales se tournent vers le Rassemblement national, aujourd'hui « dédiabolisé ».

« Dédiabolisé » ? une députée, ancienne conseillère de Marine Le Pen, a produit un florilège de discours nazis assez extraordinaires dans un opuscule (« *Présent* ») qu'elle dirigeait. Homophobe jusqu'à la bêtise (les homosexuels sont responsables du SIDA), révisionniste jusqu'à l'hystérie, elle ne se contente pas d'aduler le Maréchal, mais affiche son admiration pour le rexiste belge Degrelle qui rêvait d'entrer à Bruxelles à la tête de la division SS*** Wallonie...

Faire alliance avec ces gens-là c'est se rendre coupable de récidive et prendre pour le pays un risque insensé. Le résultat des dernières élections législatives n'a pas été respecté par le Président de la République ; Hindenburg avait agi de la même façon...

Les dirigeants français assez incultes au demeurant (voir les remarques toujours éclairantes de Johan Chapoutot) ignorent ce qu'est l'Etat de droit, n'ont de l'histoire qu'une connaissance très appauvrie et mettent ce qu'il reste de démocratie en péril.

L'Ecole sacrifiée, comme la santé, ne peut rien espérer de ce pouvoir soumis au capital et prêt à tout pour continuer ses exactions.

* SA = *Sturmabteilung* (Section d'Assaut), créée en 1921

** *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (féminin) ou Parti nazi, créé en 1920

*** SS = *Schutzstaffel* (escadron de protection), créée en 1925

« *Audit* » et dette souveraine

Le gouvernement instable de Françoise BAYROU a cherché à combler la dette souveraine de la France de 40-44 milliards d'euros par tous les moyens y compris par le referendum ! Qui n'a pas eu lieu ... **Pourquoi cette dette ? Nul ne le sait, nul ne le dit.** Pourtant, par un « *audit* » indépendant et bien mené, les Français sauraient d'où vient la dette et comment la combler. **Cet « *audit* » a été réclamé dès longtemps par le SNCA e.i.L. Convergence et les Syndicats e.i.L. Convergence** à l'instar d'autres organisations et associations qui ne sont pas des fariboles.

D'où vient la dette ? Il ne faut pas être grand clerc pour s'en douter. **Les agences - de conseil - capitalistes qui ont les oreilles des politiques au pouvoir** savent les conseiller ; bien sûr, en se faisant rétribuer par les oreilles attentives, complaisantes et obéissantes, mais aussi par les entreprises capitalistes, elles aussi, et d'envergure, recommandées si chaudement par ces agences friandes en conseils. Ces entreprises, si bien introduites auprès des politiques au pouvoir, touchent, sans contrepartie, des subventions substantielles versées par l'État, quitte à délocaliser leurs installations au bout de quelques années, sans remords et en laissant leurs employés au chômage. La plupart du temps, **ces grosses entreprises, qui se barrent, sans mot dire, du territoire français, ont utilisé une partie de leurs « subventions » pour verser leurs dividendes à leurs actionnaires, des capitalistes, eux aussi, et rentiers du travail des autres.** Cela fait **beaucoup de capitalistes qui s'engraissent aux dépens des contribuables français !** Les agences de conseil, les chefs d'entreprises subventionnés, leurs actionnaires-rentiers ... Ces malheureux contribuables qui payent leurs impôts directs et indirects régulièrement ne savaient pas qu'une partie des sommes versées étaient destinées à faire se bâfrer leurs exploiters ! Une grande partie de l'argent ainsi détourné se retrouve dans les paradis fiscaux où d'autres bonnes affaires peuvent être menées : **trafics illicites de substances toxiques, d'armes voire de tout ou partie d'êtres humains ...**

L'« *audit* » indépendant mettrait en évidence le détournement « légalisé » des impôts des contribuables et révélerait l'illégitimité de ces pratiques.

Une fois établie par l'« *audit* », la dette souveraine avec ses bons côtés, les investissements à long terme, pour l'énergie, pour les transports, pour l'aménagement du territoire, pour la défense nationale, pour la santé, la recherche voire l'éducation, *i.e.* l'Ecole républicaine, ... et, d'autre part, ses insupportables dérives, **la représentation nationale, i.e. le pouvoir législatif, établira ce qui est la bonne dette et ce qui est la mauvaise.** Il lui restera à déterminer ce que l'on fait du constat : on laisse en l'état ? On punit les fautifs ? On ne rembourse qu'une partie de la dette souveraine ? Pour leur part, les SNCA e.i.L. Convergence et Syndicats e.i.L. Convergence maintiennent ce qu'ils ont toujours dit : **ne pas rembourser la mauvaise dette et renégocier la bonne en ré-échelonnant son remboursement.**

Il n'est pas interdit, non plus, de demander des comptes aux politiques qui, au pouvoir, ont oublié les intérêts de l'Etat et ceux des citoyens. Ni, non plus, de poursuivre les bénéficiaires du rapt des impôts des citoyens pour leur faire rendre gorge.

Six ministres en quelques années : l'école publique sacrifiée à l'instabilité et au mépris !

En quelques années à peine, l'Éducation nationale a vu défiler six ministres. Six ministres, autant de discours contradictoires, de réformes improvisées, d'effets d'annonce sans lendemain. Six ministres, et pourtant aucun cap, aucune vision claire, aucune mesure structurelle pour répondre à la crise profonde que traverse l'école publique.

Cette instabilité ministérielle n'est pas un hasard : elle illustre le mépris d'un pouvoir qui considère l'éducation non pas comme une **priorité** nationale, mais comme un simple strapontin

politique. À chaque changement, les personnels subissent de nouvelles injonctions, des réformes bâclées, des promesses jamais tenues. Pendant ce temps, les problèmes de fond demeurent :

- Des classes surchargées,
- Une pénurie dramatique de moyens,
- La précarisation des personnels,
- L'absence criante de reconnaissance salariale,
- Et une école publique laissée à l'abandon, au profit du privé.

Six ministres en si peu de temps, c'est une démonstration implacable : **le gouvernement n'a aucune politique éducative digne de ce nom.** L'école de la République est devenue une variable d'ajustement, un terrain d'expérimentation politicienne, au détriment des élèves, des familles et des personnels.

Nous dénonçons ce mépris. Nous refusons que l'avenir de nos jeunes soit sacrifié sur l'autel des carrières ministérielles et des arbitrages budgétaires. L'éducation mérite une stabilité, une vision, un projet ambitieux et démocratique, construit avec celles et ceux qui la font vivre au quotidien : les personnels, les élèves, les familles.

Assez de ce jeu de chaises musicales ! **Nous exigeons des engagements clairs, une politique éducative cohérente et des moyens à la hauteur des besoins.** L'école publique n'a pas besoin d'un septième ministre qui viendrait encore bricoler dans l'urgence. Elle a besoin de justice sociale, d'égalité, de respect et de stabilité.

C'est par la mobilisation, par la lutte collective et organisée, que nous imposerons ce changement. L'école publique, celle de la République, n'a pas vocation à être un tremplin de carrière pour ministres éphémères : **elle est l'avenir de nos enfants et de notre société.**

Défendons-la !

La voie professionnelle : une voie d'excellence au lycée

La voie professionnelle n'est pas une voie de relégation : elle est **une filière d'excellence**, qui prépare les jeunes à réussir dans la vie active et à poursuivre leurs études s'ils le souhaitent.

Chaque année, des milliers d'élèves acquièrent **des compétences concrètes et reconnues**, réussissent leur insertion professionnelle et contribuent activement à l'économie et à la société.

Des résultats qui parlent :

84,1 % de réussite au bac professionnel en 2025, en hausse par rapport à 2024.

La voie professionnelle représente **29 % des candidats au bac**, devant la voie technologique (20 %). L'insertion professionnelle est rapide et efficace pour la majorité des jeunes diplômés.

La voie professionnelle est un véritable **levier d'émancipation et de justice sociale**, offrant à tous les jeunes, quelles que soient leurs origines, la possibilité de réussir.

Nos revendications pour le lycée professionnel sont :

- Des **moyens humains et matériels renforcés** avec baisse des effectifs d'élèves et recrutements et accompagnements renforcés des personnels,
- Une **reconnaissance sociale et financière** des enseignants et formateurs de la voie professionnelle,
- Un **soutien fort à l'alternance** et aux partenariats avec le monde professionnel,
- **La valorisation de la voie professionnelle comme choix d'avenir**, respectée et encouragée par l'institution éducative et la société.

La voie professionnelle au lycée est une voie d'excellence : elle mérite respect, reconnaissance et moyens pour continuer à former les jeunes avec ambition et professionnalisme.

L'École de la République ? Victime d'un démantèlement organisé

Depuis des années et des années, les gouvernements successifs mènent une politique méthodique qui affaiblit, fragilise et détruit pierre par pierre ce qui fut un pilier de la République : l'école publique.

Sous couvert de réformes « modernisatrices », on supprime des postes, on surcharge les classes, on externalise des missions essentielles, on précarise les personnels. L'objectif est clair : réduire l'école publique à un service minimal pour les enfants des classes populaires, pendant qu'on ouvre grand les portes aux logiques marchandes et à l'école privée.

Ce démantèlement n'est pas une fatalité : il est le fruit de choix politiques assumés, dictés par une **idéologie néolibérale qui sacrifie l'éducation sur l'autel de l'austérité pour beaucoup et des profits pour quelques-uns**. On parle de rigueur budgétaire, mais ce sont les travailleuses et travailleurs de l'éducation, ainsi que les familles modestes, qui en payent le prix.

Nous, personnels de l'éducation, refusons de rester spectateurs de cette destruction programmée. Nous refusons que l'école de la République soit abandonnée aux logiques de marché.

Nous refusons que nos élèves soient privés de l'égalité des droits à l'éducation, de la dignité et de l'avenir qu'ils méritent.

Il est temps de dire haut et fort que **l'école publique appartient à toutes et tous**, qu'elle doit être défendue, renforcée et financée à la hauteur de ses missions. Ce n'est pas seulement une question de moyens, c'est un choix de société : voulons-nous une école de l'élitisme et de la sélection, ou une école de l'émancipation et de la justice sociale ?

Face au mépris institutionnel, face au silence des rectorats et aux promesses vides des ministres, affirmons que **seule la lutte collective et organisée peut inverser le rapport de force !**

Ensemble, dans l'unité et la solidarité, faisons reculer la logique comptable et imposons une autre voie : celle de l'égalité, de la dignité et du respect pour les personnels comme pour les élèves.

L'école publique n'est pas morte : **ils veulent l'assassiner. Résistons, organisons-nous, luttons pour la sauver !**

Ce qu'est l'Ecole de la République : un pilier de l'égalité et de la réussite pour tous !

Contrairement aux idées reçues, **l'école publique et républicaine offre une éducation de qualité, accessible à tous et garante de l'égalité républicaine.** Elle forme des citoyens libres et responsables, et prépare les jeunes à s'épanouir, quelles que soient leurs origines sociales ou économiques.

Pourquoi l'école publique républicaine est-elle indispensable ?

- **Gratuite et accessible à tous** : aucun élève n'est exclu pour des raisons financières, contrairement au privé payant.
- **Diversité et mixité sociale** : elle accueille des élèves de tous horizons, favorisant le vivre-ensemble et la tolérance.
- **Des programmes encadrés et uniformes** : garantissant que chaque enfant reçoive les mêmes savoirs fondamentaux.
- **Une formation globale** : elle allie culture générale, sciences, arts et citoyenneté, tout en proposant des filières générales, technologiques et professionnelles.
- **Un personnel qualifié et engagé** : enseignants, personnels éducatifs et techniques travaillent pour la réussite de tous, pas seulement pour une élite.

L'école publique et républicaine, moteur de la justice sociale

L'école publique réduit les inégalités et offre **les mêmes droits de réussite à tous les enfants**, là où le privé tend souvent à reproduire les privilèges sociaux (les chances !) Elle est un **outil de promotion sociale**, un espace de mixité, et un lieu où chaque jeune peut trouver sa voie.

Notre exigence syndicale :

Renforcer les moyens de l'école publique : enseignants, infrastructures et équipements.

Valoriser les métiers de l'éducation et reconnaître leur rôle fondamental dans la société.

Garantir l'égalité réelle face aux ressources et aux conditions d'enseignement, pour que chaque enfant réussisse.

Soutenir l'école publique, républicaine,

c'est soutenir l'égalité, la mixité et la réussite pour tous ;

C'est investir dans l'avenir de notre jeunesse et dans celui de la République.

L'école française d'aujourd'hui : un système qui entretient les inégalités

Les données publiées par l'Observatoire des inégalités (27 mars 2025) confirment ce que nous dénonçons depuis longtemps : **l'école française, publique et privée, échoue à corriger les inégalités sociales et contribue, au contraire, à les creuser.**

Depuis plus de vingt ans, les comparaisons internationales (enquêtes PISA de l'OCDE) montrent que la France est l'un des pays où l'origine sociale pèse le plus sur la réussite scolaire.

- En mathématiques, les élèves issus de milieux favorisés obtiennent des résultats excellents (535 points), mais les élèves défavorisés stagnent à un niveau inquiétant (422 points), bien en

dessous de leurs homologues espagnols ou allemands. L'écart est de **113 points**, le plus élevé d'Europe.

- Même fracture en compréhension de l'écrit : plus de **100 points** d'écart entre élèves riches et pauvres, quand il n'est que de 70 points en Italie, en Norvège ou au Japon.

Ces chiffres disent une réalité brutale : **le système éducatif français fonctionne d'abord pour les enfants des familles diplômées et laisse de côté ceux des classes populaires.**

Les causes sont connues : un encadrement insuffisant, une pédagogie trop académique et sélective, des évaluations à répétition qui stigmatisent les élèves en difficulté, et une absence de politique ambitieuse pour l'égalité du droit à l'accès à l'instruction. Au lieu de réduire les écarts, l'école française les renforce, dans une indifférence politique coupable.

Pourtant, l'école publique doit être un **outil d'émancipation** et non un instrument de reproduction sociale. C'est pourquoi nous exigeons :

- 1/ Des moyens humains renforcés (baisse des effectifs, recrutement massif par concours et augmentation significative des traitements) d'enseignants et de personnels d'accompagnement),
- 2/ Une pédagogie plus inclusive et plus coopérative,
- 3/ Une véritable politique nationale de lutte contre les inégalités scolaires et sociales.

Sans rupture avec la logique actuelle des gouvernements successifs, **la promesse républicaine d'égalité restera un slogan vide.** L'avenir de l'école publique, de l'Ecole de la République, se joue maintenant : il est urgent de construire une éducation qui donne réellement les mêmes droits à toutes et tous les élèves.

Face à la montée de la violence dans les collèges et lycées : des moyens, pas des discours !

Depuis plusieurs années, les personnels du second degré alertent : la violence dans les établissements scolaires augmente, et avec elle la souffrance des élèves comme des enseignants. Agressions verbales, physiques, climat de tension permanent : ce quotidien est désormais une réalité pour beaucoup.

Pourtant, la réponse institutionnelle se limite trop souvent à des **discours sécuritaires**, à des annonces spectaculaires ou à la culpabilisation des équipes éducatives. Jamais les véritables causes n'ont été affrontées :

- **Des classes surchargées** qui empêchent l'écoute et l'accompagnement individuel.
- **Le manque criant de personnels** (enseignant·es, CPE, infirmier·es, assistants sociaux, médiateurs, AED) pour prévenir les conflits et soutenir les élèves.
- **L'abandon des territoires populaires** où la ségrégation sociale et scolaire nourrit la colère et le désespoir.
- **Le mépris institutionnel** à l'égard des personnels, contraints de gérer seuls des situations de plus en plus complexes, sans formation ni soutien adaptés.

Nos exigences et nos solutions :

1/ Nous refusons que l'école publique devienne le bouc émissaire d'un système social qui génère lui-même la violence. La réponse ne doit pas être la répression mais **l'éducation, la prévention et la justice sociale**.

2/ Nous revendiquons :

Des moyens humains supplémentaires : recrutements massifs d'enseignants, de CPE, d'infirmières, de médecins, de psychologues, d'AED et de médiateurs pour renforcer la présence adulte et l'accompagnement des jeunes.

La réduction des effectifs par classe pour permettre un véritable suivi pédagogique et éducatif.

La création de dispositifs de médiation et de prévention dans chaque établissement, construits avec les équipes, les parents et les élèves.

La revalorisation salariale et statutaire des personnels afin de redonner sens et dignité au métier, condition indispensable pour retrouver l'autorité éducative.

Un investissement massif dans les services publics (santé, justice, culture, sport) pour offrir aux jeunes des perspectives et des espaces d'expression hors de la violence.

L'école ne doit pas être un champ de bataille ! La violence à l'école n'est pas une fatalité. Elle est le produit d'un système qui abandonne les jeunes et méprise celles et ceux qui les accompagnent. Face à cela, nous affirmons que seule une politique éducative ambitieuse, égalitaire et émancipatrice peut redonner espoir et sérénité.

Nous appelons les personnels à se mobiliser collectivement pour refuser le fatalisme et exiger des moyens à la hauteur.

**L'école de la République ne peut pas être sacrifiée :
elle doit redevenir un lieu de savoir, de respect et de fraternité.**

Parents et école : un partenariat pour la réussite de tous les élèves.

L'école de la République ne peut pleinement jouer son rôle sans **la participation active des parents**. Leur engagement est essentiel pour accompagner les enfants, comprendre leurs besoins et construire un dialogue avec les enseignants.

Pourquoi impliquer les parents ?

- Pour favoriser **la réussite scolaire**, en soutenant les apprentissages à la maison et en valorisant le travail des élèves.
- Pour renforcer **la cohésion et l'égalité**, en donnant à tous les enfants, quels que soient leur milieu et leurs ressources, les mêmes chances de réussite.
- Pour promouvoir **la citoyenneté**, en faisant de l'école un lieu où se construisent le respect, la solidarité et le débat démocratique.

Comment agir ensemble ?

Participer aux **réunions et conseils d'école** pour suivre les projets pédagogiques et donner son avis.

Soutenir les **initiatives éducatives et culturelles** proposées par l'établissement.

Travailler avec les équipes éducatives pour **anticiper les difficultés** et valoriser les réussites.

Promouvoir un dialogue **respectueux et constructif**, fondé sur l'intérêt des élèves.

Parents et enseignants partagent **le même objectif : la réussite et l'épanouissement des jeunes**. L'école de la République doit être un lieu où chacun, élèves, personnels et familles, peut agir ensemble pour construire un avenir juste et équitable.

Récit d'un projet d'audience pour la MLDS

Le 4 juillet 2025, les Syndicats e.i.L. Convergence et le SNCA e.i.L. Convergence ont adressé une lettre * au ministre de l'Education nationale, Elisabeth BORNE, pour demander une audience ; la réponse, positive, a été reçue, le 22 août ... Les vacances scolaires expliquent sans doute ce délai. A la date proposée, **22 septembre**, une délégation des organisations syndicales signataires, conduite par Jamal HADIR, co-secrétaire général du SNCA e.i.L. Convergence, sera reçue par la Conseillère orientation, politiques pédagogiques et éducatives (OPPE) : mieux vaut tard que jamais, dit l'adage populaire. Mais d'ici-là, l'eau aura coulé sous les ponts :

1^{er} septembre : rentrée des classes

8 septembre : convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale et, à la suite d'une déclaration de politique générale par le Premier Ministre celui-ci posera la question de confiance à la représentation nationale. Si, comme il est probable, la question de confiance est rejetée, le Premier Ministre tombe et avec lui son gouvernement dont Madame BORNE !

10 septembre : mouvement pour bloquer la France

20 septembre : session ordinaire de l'Assemblée Nationale ... et dépôt d'une motion de censure si BAYROU n'est pas déjà tombé !

22 septembre : audience au MEN

Donc, le 22 septembre il n'y aura plus de gouvernement et, en attendant le prochain, François BAYROU – et Madame BORNE – expédieront les « affaires courantes » ... Certes les « conseillers » restent en place, et certains sont excellents ; mais, depuis plus d'une décennie, les discussions et les décisions concernant la MLDS, la Mission contre le Décrochage Scolaire, et ses enseignants-coordonateurs avec les représentants du Ministère sont restées lettre morte. Certes, **l'audience prévue s'inscrit dans les rencontres concernant la MLDF avec tous les syndicats** ; et le SNCA e.i.L. Convergence et les Syndicats e.i.L. Convergence, à la différence des autres syndicats du secteur éducatif, sont en pointe dans la défense de la MLDS et de ses personnels (voir le **BAC 86**). Cette entrevue dont le calendrier, pour le moins, laisse à désirer, sera l'occasion, une fois de plus, de porter les revendications, **exigeantes**, du SNCA e.i.L. Convergence et des Syndicats e.i.L. Convergence.

Rappelons ces exigences :

1/l'application du droit commun défini par le *Code de l'Education* aux enseignants-coordonateurs,

2/droit commun en matière salariale et d'inspection,

3/droit commun dans la gestion nationale de la MLDS et de ses personnels

4/recours au concours CPIF

5/création d'une agrégation CPIP

* Voir la pièce jointe

PIECE JOINTE

(Lettre écrite par les secrétaires généraux du SNCA et des Syndicats e.i.L. Convergence)

Elisabeth BORNE
Ministre de l'Éducation nationale
110, rue de Grenelle
75007 PARIS

Madame le Ministre,

En ce jour où, de la maternelle aux tout nouveaux bacheliers, les grandes vacances vont commencer, les Syndicats e.i.L. Convergence tiennent à attirer votre attention sur le sempiternel problème, toujours non résolu, en dépit des engagements réitérés des instances de l'Éducation nationale : celui des enseignants-coordonateurs de la Mission de Lutte contre le Décrochage scolaire (MLDS) ! Certes, ils sont peu nombreux, au bas mot moins de mille, dont la moitié n'est pas titulaire de la CPIF (Coordination Pédagogique et Ingénierie de Formation) ou assimilée, donc des contractuels ; mais tous sont exclus arbitrairement du droit commun redéfini pour les titulaires il y a bientôt dix ans. Ce n'est pas faute, pourtant, d'actions et de négociations. Mais peine perdue !

Aussi, les Syndicats e.i.L. Convergence tiennent à ce que le ministère de l'Éducation nationale tienne, de fait parce que de droit, ses engagements passés en manière de rémunération et de fonction des titulaires de la CPIF. Ils sollicitent une entrevue avec vous le plus tôt possible sur le sujet de la MLDS et de l'état général et peu glorieux de l'École de la République dans son ensemble.

Agréez, Madame le Ministre, l'expression des respects sincères et républicains des Syndicats e.i.L. Convergence.

Le 4 juillet 2025

Pour les secrétaires généraux des Syndicats e.i.L. Convergence et du SNCA e.i.L. Convergence

Pierre Couranjou

Thierry Druais-Gorodetzky

Jamal Hadir

et par ordre

la trésorière provisoire Françoise Roche-Bonnet

Dettes, investissement, recherche ... et foutaise

La dette souveraine est, paraît-il, de 40 à 50 milliards d'euros, et c'est mal d'être endetté car les nouvelles générations devront la rembourser ! Voyez une famille endettée : les parents laissent un héritage lourdement amputé !

Idiotie, ineptie, bêtise et autres noms d'imbécilité...

L'État, si il est prévoyant, doit laisser aux générations futures un réseau routier et ferroviaire en bon état, des adductions d'eau potable qui ne fuient pas, un réseau électrique et de transmission qui marche, un hôpital public qui soit à la hauteur d'une population vieillissante et nombreuse, une école performante capable de former des citoyens républicains résolus et non des individus sans avenir et sans bagage, un environnement adapté aux bouleversements de toutes sortes dus à l'énorme accroissement démographique que connaît le monde depuis 75 ans, etc., etc. Pour anticiper et construire l'avenir des jeunes générations nées et à venir, **il faut des sous, beaucoup de fafiots, ceux des impôts directs et indirects, et le pèze de l'emprunt**, oui, de l'emprunt (qui devient dette, si l'on veut). Tout cet argent doit permettre **le fonctionnement de l'Etat-Providence, celui des services publics** qui sont debout, qui fonctionnent, qui font leur travail, et **celui qui prévoit l'avenir de la Nation en investissant**.

La dette qui permet l'investissement est de la bonne, de la très bonne dette : il faut en être persuadé. Or, qu'a fait l'État depuis des années ? Il a laissé les entreprises privées, ou tout comme, investir dans la recherche : **comme si les entreprises devaient oublier qu'elles investissent pour faire du profit** ! Résultat : la recherche qui permet du profit, comme dans l'industrie pharmaceutique, a marché quitte à mettre en danger les utilisateurs des produits ; mais la vraie recherche, en mathématiques, en physique, en chimie, en biologie, en astronomie, en que sais-je encore, a été négligée car **l'État n'a pas fait le travail qui lui revient de droit et de devoir**. Un exemple : les centrales nucléaires civiles qui sont mal entretenues, sans plan crédible de renouvellement, sans vraie recherche pour mieux traiter leurs déchets ; et la politique anarchique de l'éolien et du photovoltaïque, laissée au privé, aux combines, aux arnaques qui discréditent ces nouvelles énergies. **Quant à l'hydrogène, qui nécessite un plan d'État et des moyens conséquents pour mettre en œuvre ses possibilités, qui en parle ?** Que je sache, ni le chef d'État, ni ses gouvernements successifs.

Idiotie, ineptie, bêtise et autres noms d'imbécilité ...

La dette ! La dette que doivent rembourser les « boomers » - merci pour eux ! -, les plus pauvres de la Nation, ceux que la politique répétitive et sans envergure appauvrit ; mais pas les nantis, les plurimillionnaires et même multimilliardaires qui partiraient loin de la France si on les taxait. Et alors ? **Les emprunts que la France voudrait souscrire, aujourd'hui, dans le monde entier pour investir, à bon escient, dans sa recherche scientifique et son équipement d'avenir seraient très largement pourvus** ; en France même, riche de son épargne, un emprunt, autre que celui que François BAYROU ne veut pas faire pour rembourser « sa » dette, et pour cause, serait abondé au-delà des espérances ! Car, il y a dette et dette : **la mauvaise qui finance les funestes habitudes et la bonne qui est créative, qui est pleine d'espérance, qui bâtit l'avenir !**

Vive la bonne dette !

Et foin de l'idiotie, l'ineptie, la bêtise et autres noms de l'imbécilité ...

CAPITALISMUS DELENDUS EST.

Consultez le site !

www.snca-nat.fr